

# Une nouvelle ère de pogroms contre les Roms

Ukraine L'impuissance, voire la complaisance de la police n'aide pas à faire appliquer les lois antidiscriminations.

Sébastien Gobert  
Envoyé spécial à Lviv

**O**n déteste les gitans! On veut tuer des gitans!" Ce lundi 25 juin, les deux jeunes hommes sont visiblement éméchés, sur le quai de la gare de Lviv. Quelques agents de police se tiennent à distance, pour prévenir tout débordement. Les agitateurs ne sont pas inquiétés pour autant et embarquent tranquillement dans le train pour Kiev. Pourtant, la police pourrait avoir des raisons de leur poser quelques questions. Dans la nuit du samedi 23, un groupe de nationalistes a attaqué et détruit un campement de Roms dans la banlieue de Lviv. Ce que beaucoup dénoncent comme un pogrom a fait un mort et quatre blessés, dont un enfant de dix ans.

"C'est le premier mort. Mais c'est la cinquième attaque au cours des derniers mois", dénonce la défenseure des droits de l'homme Halyna Coy-nash. "C'est l'échec des autorités à réagir promptement par le passé qui a rendu cette tragédie inévitable." De fait, on recense depuis avril trois attaques à Kiev et une à Ternopil, dans l'ouest du pays. Chacune est mise en scène sur les réseaux sociaux par des groupes de jeunes nationalistes, pour certains ouvertement néonazis. Les coupables, clairement identifiés, ne sont en général pas inquiétés par la justice. Dans certaines vidéos mises en ligne, des agents de police apparaissent impassibles, les bras croisés, en spectateurs des scènes de pogroms. Des attaques qui sont classées par les autorités comme du "hooliganisme".

"Ce sont clairement des crimes de haine", s'indigne Tatiana Cooper, directrice de Human Rights Watch Ukraine. "Cette dernière tragédie doit servir de signal d'alarme pour enfin prendre des décisions fermes." A en croire le chef de la police nationale, Serhiy Kniazev, le message est bien passé. Après le drame du 23 juin, il a enfin reconnu que les pogroms "sont devenus chose commune" et a condamné leur immoralité. Le maire de Lviv, An-

driy Sadoviy, a placé les victimes sous protection policière et appelé à une justice prompte et efficace. Sept suspects ont été arrêtés sur le vif. L'un d'entre eux, âgé de 20 ans, encourt la prison à vie. "Je vais attendre de constater la condamnation effective avant d'y croire", commente le sociologue Volodymyr Ishchenko.

## La légitimation du nationalisme

Lui dénonce depuis des mois la "légitimation" d'un nationalisme agressif en Ukraine, dans le contexte de guerre contre la Russie. Sans prêter foi à la propagande russe, qui dénonce une "junte fasciste" au pouvoir depuis la révolution de 2014, il accuse "la plupart des libéraux" d'être en fait "des nationalistes modérés". Les partis ultranationalistes restent certes des acteurs politiques minimes. Mais le fait que ces groupes radicaux, tels C14, Natsionalniy Drujyny, Tradition et Ordre, ou encore Jeunesse sobre et en colère dans le cas du pogrom de Lviv, se revendiquent de "la lutte contre l'ennemi russe" pour conduire leurs actions semble accepté par une grande partie de la population.

Les Natsionalniy Drujyny, entre autres, se sont constitués en patrouilles indépendantes, pour assurer la sécurité dans les rues, y faire respecter un "nouvel ordre ukrainien". L'impuissance, voire la complaisance, des forces de police, n'aide pas à faire appliquer les lois antidiscriminations et droits des minorités, pourtant inscrits dans le droit ukrainien.

"Trop peu de gens se révoltent contre ces problèmes, poursuit Volodymyr Ishchenko. La police a besoin d'un coup de pression pour agir et contrer ces crimes."

En plus des Roms, ce sont des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des militants LGBT qui sont visés par des attaques. Celles-ci peuvent être justifiées par une idéologie radicale, voire néonazie, être le fait "du besoin d'action de jeunes mâles", selon l'expression de Volodymyr Ishchenko, être une manœuvre politique d'intimidation d'opposants ou s'inscrire dans la stratégie économique d'un oligarque contre ses concurrents. Quoi qu'il en soit, l'impunité dont les agresseurs bénéficient jusqu'à présent revient à laisser ouverte une "boîte de Pandore", selon Volodymyr Kondur, avocat et directeur du centre rom des droits de l'homme. "La spirale de violence ne s'arrêtera pas tant que ces groupes ne sentiront pas le couperet de la justice."

**"Trop peu de gens se révoltent contre ces problèmes."**

Volodymyr Ishchenko  
Sociologue ukrainien.